

« La dégradation des terres s'accélère »

La désertification affecte trois milliards d'humains, alerte Ibrahim Thiaw, des Nations unies

ENTRETIEN

Issue du Sommet de la Terre de Rio de 1992, aux côtés des conventions sur les changements climatiques et sur la diversité biologique, la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification tiendra sa 14^e Conférence des parties du 2 au 13 septembre à New Delhi, en Inde. Son nouveau secrétaire exécutif, le Mauritanien Ibrahim Thiaw, appelle à un changement de modèle de production et de consommation.

Le 17 juin est la Journée mondiale de lutte contre la désertification et la sécheresse. Quelle est l'ampleur de ce phénomène ?
Deux milliards d'hectares de terres sont aujourd'hui dégradés dans le monde, du fait des activités humaines et du réchauffement climatique. C'est un processus qui s'accélère et qui touche tous les continents, sans exception. L'Afrique est bien sûr la plus touchée, mais c'est aussi le cas de l'Asie, de l'Amérique latine et même de l'Europe du Sud. Cette

qui, s'ils étaient préservés et restaurés, favoriseraient au contraire le maintien de la biodiversité.

De la même façon, la déforestation et la perte de milieux naturels contribuent fortement au réchauffement planétaire, en réduisant le stockage du carbone dans les sols et les végétaux. La qualité des terres est donc à la fois une menace et une solution pour le climat et pour la biodiversité.

Cette convention, adoptée en 1994, a un quart de siècle d'existence. Quel est son bilan ?

D'abord, elle a permis de mieux comprendre la réalité de la dégradation des terres, sur laquelle existaient peu d'études et qui fait aujourd'hui l'objet d'un consensus scientifique. Ensuite, elle a permis une coopération internationale qui n'existait pas sur ce sujet. De par son caractère de traité juridiquement contraignant pour les États – elle compte aujourd'hui 197 « parties » [96 pays et l'Union européenne] –, elle a aidé à orienter les politiques nationales d'agriculture et d'usage des sols vers des pratiques plus durables. Mais il reste encore beaucoup à faire. Chacun doit avoir conscience que notre planète est un village et que nous sommes tous interdépendants. C'est ainsi que les biens et les services produits dans les pays du Sud sont majoritairement consommés dans ceux du Nord. La sécurité alimentaire mondiale est donc en cause. L'appauvrissement des sols exacerbé aussi les conflits pour l'accès aux terres ou à l'eau, menaçant la paix sociale, en même temps qu'il encourage les migrations des populations, notamment vers l'Europe. Il en va encore de la santé publique, non seulement dans les pays affectés, mais également à l'échelle mondiale, puisque l'érosion des sols favorise la dispersion de particules par les vents sur le globe. La question des terres est donc un enjeu vital pour l'humanité.

Comment éviter qu'avec près de 10 milliards d'humains au milieu du siècle la pression sur les espaces naturels, pour la production d'aliments et de ressources énergétiques, ne soit exacerbée ?
Le défi est immense, mais il y a des solutions. Collectivement et individuellement, nous devons revoir nos modèles de production et de consommation, qui ne sont pas durables. Aujourd'hui, jusqu'à un tiers de la production alimentaire est gaspillée dans les pays de l'OCDE [Organisation de coopération et de développement économiques], tandis qu'un quart des récoltes est perdu dans les pays du Sud, faute de moyens de conservation et de distribution. Réduire ce gaspillage et ces pertes est donc essentiel.

Une nouvelle approche agricole, visant à améliorer la productivité plutôt qu'à accaparer de nouveaux espaces, est également nécessaire. Les énergies renouvelables – le soleil et le vent ne manquent pas dans les pays du Sud – ont aussi un rôle à jouer, par exemple pour alimenter des systèmes de conservation des denrées.

« Nous devons revoir nos modèles de production et de consommation, qui ne sont pas durables »

La restauration de la qualité des terres est l'une des clés. Réhabiliter une partie significative des 2 milliards d'hectares dégradés sera indispensable pour nourrir la planète.

De quels moyens d'action disposez-vous, alors même qu'en Afrique, notamment, des puissances étrangères s'approprient les terres arables ?

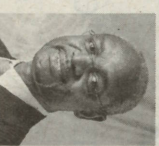
Nos moyens financiers sont pour l'instant très faibles. Mais nous ne voulons pas dépendre seulement de l'aide internationale. Le secteur privé doit être mobilisé. Cela peut se faire, non pas par l'achat de terres par des investisseurs étrangers, mais par des conventions, avec des concessions de long terme, entre les États, les communautés locales et les entreprises. Il y a de vraies possibilités de développer des productions durables en misant sur la restauration des terres.

Qu'attendez-vous de la réunion de septembre des pays membres de la convention sur la désertification, à New Delhi, en Inde ?

Nous lui avons précisément donné pour titre : « Investir dans les terres, ouvrir de nouvelles opportunités. » L'objectif n'est pas de conclure, à New Delhi, un accord international tel que celui scellé lors de la COP climatique de Paris en décembre 2015. Il est de donner une plus grande visibilité à la question de la dégradation mondiale des terres, en portant un nouveau message : leur restauration est le gage de développement, de création d'emplois, de sécurité de paix et d'avenir pour les générations futures. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
PIERRE LE HIR
ET SIMON ROGER

LE PROFIL



Ibrahim Thiaw

Secrétaire exécutif de la Convention des Nations unies pour la lutte contre la désertification depuis février pour un mandat de trois ans, renouvelable une fois, le Mauritanien Ibrahim Thiaw succède à la Française Monique Barbut. Il a occupé, en 2018, le poste de conseiller spécial pour le Sahel et a contribué à faire avancer la stratégie intégrée des Nations unies pour cette région. Ce diplomate, né en 1957, connaît bien les questions d'environnement et de développement durable pour avoir effectué une partie de sa carrière au Programme des Nations unies pour l'environnement (le PNUE), qu'il a rejoint en 2007, après avoir travaillé au sein de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).